

LA GESTION DE L'EAU POTABLE EN ALGERIE : VERS UNE GESTION DELEGUEE DU SERVICE CAS DE LA VILLE D'EL-KHROUB

Lamia BOULDJEMAR⁽¹⁾, *Belkacem BITAT*⁽¹⁾

Faculté science de la terre, de la géographie et de l'aménagement du territoire

Université Constantine I

lamiabould@yahoo.fr

bitat-belkacem@hotmail.fr

Résumé :

La rareté de l'eau en Algérie est un défi majeur à relever, caractérisé par une situation hydrique difficile liée à une disparité géographique, une faiblesse de la ressource, aggravée par la sécheresse qui pourrait être amplifiée par les effets du changement climatique, et accentué par une croissance accélérée de la demande en eau dans des agglomérations qui connaissent un accroissement rapide de la population, des dynamiques d'urbanisation à différentes formes (extension vers la périphérie, étalement urbain, nouvelle ville...), et une élévation du niveau de vie.

Cette situation s'est aggravée du fait que l'Algérie n'a cessé d'enregistrer un recul dans sa dotation annuelle en eau potable et ce depuis l'indépendance (1 500 m³/hab. en 1962, 720 m³/hab. en 1990, 630 m³/hab. en 1998 et 500 m³/hab en 2013). Ce qui classe le pays en dessous du seuil théorique de la rareté fixé par la Banque Mondiale à (1000 m³/habitant/an).

A cet effet une nouvelle politique a été mise en place structurée autour de deux axes stratégiques ; le développement de l'infrastructure hydraulique (la construction de nouveaux barrages, la réalisation de grands transferts régionaux et de grandes adductions urbaines et agricoles, le recours au dessalement de l'eau de mer), et la réforme institutionnelle du secteur traduit par la loi n°05-12 du 4 août 2005 pour une meilleure gestion de la ressource (une participation du secteur privé à la gestion du service de l'eau, et une subvention élargie par l'état).

Située à 770 m d'altitude en zone de transition entre les hautes plaines constantinoises et l'Atlas tellien au Nord-est algérien, la ville d'El Khroub ne peut exploiter ses ressources hydrauliques superficielles en raison de l'absence des barrages destinés à l'eau potable dans la région, ainsi que la limitation de ses ressources souterraines. Ce qui la rend vulnérable depuis longtemps au problème de l'approvisionnement en eau potable, ajoutant à ça la concurrence remarquable avec l'industrie (la présence d'un complexe des moteurs et des tracteurs situé au péric de la ville, qui couvre une superficie de plus de 66 hectares), et l'incapacité des organismes gérants (faibles taux de raccordement de la population aux réseaux publics d'eau potable, les fuites, distribution rotative, consommation non facturée).

Suite à l'application d'une nouvelle stratégie de l'eau, fondée sur une mobilisation de nouvelles ressources en eau et la mise en place d'une gestion déléguée, la ville a pu dépasser son déficit, après avoir bénéficié des projets ambitieux d'approvisionnement en eau, inscrits dans les programmes de transfert régionaux destiné au bassin hydrographique du Constantinois –Seybouse – Mellègue (barrage de Beni-Haroun 1Mm³) d'une part, et la gestion délégué par l'opérateur SEACO créé en 2008, d'autre part. le bilan s'est nettement amélioré (réduction des pertes, plus de raccordement et distribution quotidienne) qui a permis une distribution continue en eau 24 heures sur 24 et une évolution dans la dotation qui a passée de 53 litre/jour/habitant à 168 litre/jour/habitant dans la ville.,

Devant cette nouvelle réalité que connaît la ville en services de l'eau potable marquée par une gestion plus au moins efficace qui a permis le passage d'une situation de pénurie à une abondance et d'alléger la souffrance des habitants,

Peut-on parler réellement d'une rationalisation de la consommation de l'eau ?

Sinon, Peut-on garantir une durabilité de cette ressource devant cette forte consommation évolutive ?

Mots clé : eau potable, gestion délégué, ville d'El Khroub, SEACO, partenariat étranger